
LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN RÉSULTAT NET DE 33,9 MILLIONS \$ POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2012 ET AUGMENTE SON DIVIDENDE DE 0,02 \$ PAR ACTION

Faits saillants du deuxième trimestre 2012

- Hausse du dividende par action ordinaire trimestriel de 0,02 \$, ou 4 %, à 0,47 \$ par action
- Résultat net de 33,9 millions \$, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 12,1 % et résultat dilué par action de 1,22 \$
- Forte croissance soutenue des prêts, en hausse de 9 % d'un exercice à l'autre
- Excellente qualité de crédit, comme en témoigne le recul des pertes sur prêts à 7,5 millions \$
- Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration liés à l'acquisition des sociétés MRS :
 - Résultat net de 36,3 millions \$, en hausse de 17 % d'un exercice à l'autre
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 13,0 %
 - Résultat dilué par action de 1,31 \$

Montréal, le 6 juin 2012 – La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net de 33,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,22 \$, pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2012, comparativement à un résultat net de 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,17 \$, pour le deuxième trimestre 2011. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 12,1 % pour le deuxième trimestre 2012 se compare à 12,7 % pour le deuxième trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration¹, le résultat net a augmenté de 17 % pour s'établir à 36,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,31 \$ pour le deuxième trimestre 2012, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 13,0 %. Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, le résultat net s'est établi à 64,8 millions \$, soit un résultat dilué par action de 2,38 \$, comparé à un résultat net de 67,9 millions \$, soit un résultat dilué par action de 2,58 \$ en 2011. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 11,8 % pour la période de six mois close le 30 avril 2012, en comparaison de 14,0 % pour la période correspondante de 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net s'est élevé à 69,2 millions \$, soit un résultat dilué par action de 2,56 \$, pour la période de six mois close le 30 avril 2012, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 12,7 %.

Parallèlement au présent communiqué, la Banque a diffusé un communiqué distinct qui donne des précisions sur l'acquisition envisagée de la Compagnie de Fiducie AGF par B2B Trust et sur un placement privé parallèle d'actions ordinaires qu'elle a négocié. Dans ses commentaires sur ces transactions, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Nous sommes très satisfaits de l'acquisition de la Compagnie de Fiducie AGF, prestataire reconnu de services bancaires à la communauté des conseillers financiers. Cette transaction importante est la preuve de notre investissement continu dans nos moteurs de croissance dans le but de renforcer l'avantage concurrentiel et le positionnement de la Banque, d'accroître sa rentabilité et de créer une valeur à long terme pour les actionnaires. En outre, le placement privé d'un capital de 120 millions \$ que nous avons négocié nous procure la solidité financière additionnelle pour poursuivre la mise en œuvre de nos stratégies. »

Dans ses commentaires sur les résultats de la Banque pour le deuxième trimestre 2012, M. Robitaille, a indiqué : « Je suis ravi de la solide performance réalisée au cours du deuxième trimestre, compte tenu des préoccupations économiques persistantes et du contexte difficile pour le secteur bancaire. Pendant le trimestre, nous avons poursuivi sur notre élan et avons enregistré une croissance interne des prêts et des dépôts dans tous nos secteurs d'activité tout en tirant parti de l'excellente qualité de crédit. De plus, l'intégration des sociétés MRS se déroule comme prévu et nous continuons de nous concentrer sur la réalisation des synergies attendues et sur la gestion rigoureuse des dépenses. »

« Je suis également satisfait par le renouvellement de la convention collective avec les employés syndiqués de la Banque », a ajouté M. Robitaille. « Cette nouvelle convention d'une durée de six ans garantit que notre organisation pourra

¹ Les frais liés aux transactions et d'intégration désignent les frais engagés par la Banque pour finaliser l'acquisition des Sociétés MRS (qui incluaient : M.R.S. inc., Compagnie de Fiducie M.R.S., Services Valeurs Mobilières M.R.S. inc. et Corporation de Correspondants M.R.S) et intégrer leurs activités au secteur B2B Trust. Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

continuer de se développer et permet aux membres de notre personnel de bénéficier de conditions de travail concurrentielles pendant les années à venir. En fait, le perfectionnement continu de notre capital humain est l'une des trois principales priorités de la Banque, et nous nous engageons fermement à déployer les efforts nécessaires en cette matière. » M. Robitaille a conclu : « Puisque la position concurrentielle de nos secteurs d'activité contribue à renforcer notre bilan et nos résultats, nous sommes également très heureux d'annoncer que notre dividende par action ordinaire trimestriel augmentera de 0,02 \$, pour atteindre 0,47 \$.»

Conversion aux IFRS

La Banque a adopté les IFRS comme référentiel d'information financière le 1^{er} novembre 2011. La transition aux IFRS a eu lieu le 1^{er} novembre 2010 et a nécessité le retraitement des informations comparatives de 2011 de la Banque en PCGR du Canada pour les présenter conformément aux IFRS. D'autres renseignements sur l'incidence de la transition se trouvent aussi dans le rapport annuel 2011 de la Banque, dans les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et dans les informations supplémentaires présentées pour le deuxième trimestre 2012.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont destinés à aider les porteurs de titres de la Banque et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou s'avèrent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes s'avéreront exactes.

Les objectifs financiers de 2012 sont fondés sur les résultats prévus présentés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ces objectifs pourraient devoir être modifiés par suite de l'achèvement du processus de conversion aux IFRS en octobre 2012.

L'incidence pro forma de Bâle III sur les ratios de fonds propres réglementaires est fonction de l'interprétation, par la Banque, des règlements proposés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et des exigences établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les règles de Bâle et l'incidence de la conversion aux IFRS pourraient faire l'objet de nouvelles modifications, ce qui pourrait se répercuter sur les résultats de l'analyse réalisée par la Banque.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Cadre de gestion intégrée des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait à l'acquisition des sociétés MRS et à l'acquisition envisagée de la Compagnie de Fiducie AGF, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les avantages attendus de la transaction, notamment l'augmentation du résultat et les synergies prévues, ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Trust, des sociétés MRS ou de la Compagnie de Fiducie AGF face à la transaction; et le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relatives à l'acquisition. De plus, en ce qui a trait à l'acquisition envisagée de la Compagnie de Fiducie AGF, ces facteurs englobent également la possibilité que l'acquisition envisagée ne soit pas conclue ou ne le soit pas dans les délais prévus parce que les approbations des organismes de réglementation et d'autres intervenants ne sont pas reçues ou que d'autres conditions de clôture ne sont pas remplies, ou ne le sont pas dans les délais voulus, et que les modalités de l'acquisition envisagée doivent être modifiées pour obtenir ces approbations ou pour satisfaire à ces conditions.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

Faits saillants

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES		
	30 AVRIL	30 AVRIL	VARIATION	30 AVRIL	30 AVRIL	VARIATION
	2012	2011		2012	2011	
Rentabilité						
Revenu total	198 670 \$	183 237 \$	8 %	392 414 \$	370 092 \$	6 %
Résultat net	33 863 \$	31 016 \$	9 %	64 825 \$	67 936 \$	(5) %
Résultat dilué par action	1,22 \$	1,17 \$	4 %	2,38 \$	2,58 \$	(8) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	12,1 %	12,7 %		11,8 %	14,0 %	
Marge nette d'intérêt ^[1]	1,73 %	1,83 %		1,74 %	1,84 %	
Ratio d'efficacité ^[1]	74,0 %	72,0 %		73,9 %	70,0 %	
Rentabilité - Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration ^[2]						
Frais liés aux transactions et d'intégration	3 350 \$	- \$		6 010 \$	- \$	
Résultat net ajusté ^[1]	36 302 \$	31 016 \$	17 %	69 221 \$	67 936 \$	2 %
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	1,31 \$	1,17 \$	12 %	2,56 \$	2,58 \$	(1) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	13,0 %	12,7 %		12,7 %	14,0 %	
Ratio d'efficacité ajusté ^[1]	72,4 %	72,0 %		72,4 %	70,0 %	
Par action ordinaire						
Cours de l'action						
Haut	47,65 \$	55,87 \$		48,68 \$	55,87 \$	
Bas	43,90 \$	48,25 \$		41,12 \$	44,14 \$	
Clôture	44,03 \$	50,27 \$	(12) %	44,03 \$	50,27 \$	(12) %
Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres)				9,9 x	s. o.	
Valeur comptable ^[1]				41,19 \$	38,17 \$	8 %
Ratio cours / valeur comptable				107 %	132 %	
Dividendes déclarés	0,45 \$	0,39 \$	15 %	0,90 \$	0,78 \$	15 %
Rendement de l'action ^[1]	4,09 %	3,10 %		4,09 %	3,10 %	
Ratio du dividende versé ^[1]	37,0 %	33,4 %		37,8 %	30,2 %	
Situation financière						
Actif au bilan				30 708 474 \$	27 895 982 \$	10 %
Prêts et acceptations				23 121 470 \$	21 158 665 \$	9 %
Dépôts				21 060 754 \$	19 573 777 \$	8 %
Ratio de fonds propres selon Bâle II ^[3]						
de Catégorie 1				10,4 %	11,1 %	
Autres renseignements						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				4 003	3 728	
Nombre de succursales				158	157	
Nombre de guichets automatiques				426	422	

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Frais liés à l'acquisition des sociétés MRS.

[3] Le ratio pour 2011 est présenté selon les anciens PCGR du Canada comme déposés auprès du BSIF.

Revue des faits saillants

La Banque Laurentienne poursuit sa croissance et son développement, grâce au bon positionnement de ses quatre secteurs d'activité. À la fin du deuxième trimestre 2012, la Banque a franchi une autre étape jalon, l'actif au bilan ayant été supérieur à 30 milliards \$. Qui plus est, la Banque croît de façon rentable, alors que le deuxième trimestre 2012 est le meilleur deuxième trimestre de l'histoire de la Banque.

La stratégie ciblée des secteurs Particuliers et PME-Québec continue de porter ses fruits. En raison des efforts déployés en matière de développement des affaires, le volume des prêts hypothécaires résidentiels a augmenté de 1,0 milliard \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'efficacité de l'équipe de banquiers hypothécaires mobiles, les compétences du personnel qui sert les clients dans les succursales et la solidité des partenariats mis en place avec les courtiers et les agents immobiliers sont autant de facteurs à avoir contribué à cette réalisation. Les prêts moyens octroyés par PME-Québec ont progressé de 22 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 1,1 milliard \$, grâce à l'expérience du groupe et à l'approche client ciblée.

Le secteur Immobilier et Commercial a également favorisé la croissance des portefeuilles de prêts commerciaux. La hausse de 13 % de la moyenne des soldes au cours de l'année écoulée s'explique par la solide réputation et l'excellente exécution de l'équipe.

Le secteur B2B Trust continue de croître et d'évoluer. Au cours du trimestre, l'intégration des sociétés MRS a considérablement progressé. En outre, la transition de B2B Trust à B2B Banque est en cours et devrait être officialisée en juillet. Ce changement ne modifiera ni le modèle d'affaires ni la stratégie du secteur, mais lui permettra de simplifier ses processus.

Au cours du trimestre, Valeurs mobilières Banque Laurentienne a établi un partenariat fructueux avec Investissement Québec aux fins du financement d'une société de ressources du Nord du Québec. VMBL a eu le privilège de participer au premier investissement relié au Plan Nord du Québec, signe de son importance croissante sur le marché de la négociation de titres de participation institutionnels.

Les employés syndiqués de la Banque ont récemment entériné une entente de principe en vue du renouvellement de leur convention collective. Cette convention d'une durée de six ans, qui s'appliquera rétroactivement au 1er janvier 2012, prévoit une hausse de 2 % du salaire des employés, pendant les quatre prochaines années. Pour les deux années suivantes, la hausse sera de 2,5 % et inclut la possibilité d'une augmentation supplémentaire de 1%, en fonction des résultats de la Banque. Les deux parties sont satisfaites de cette convention qui permet à la Banque de poursuivre sa stratégie de développement.

Le comité de direction de la Banque a été encore renforcé grâce à l'ajout de M. Gilles Godbout. À titre de vice-président exécutif, Opérations et Systèmes et Chef de la direction informatique, il assurera une gestion dynamique et rigoureuse des infrastructures et des investissements technologiques de la Banque.

Le plan d'affaires mis en œuvre par la Banque accroît sa profondeur, sa solidité et sa diversification à titre d'institution financière. Chacun des trois moteurs de croissance de la Banque contribuent à environ un tiers de la rentabilité de l'organisation, alors que la moitié de cette rentabilité est attribuable aux activités hors Québec, ce qui permet de diversifier la croissance et le développement à long terme de la Banque Laurentienne.

Rapport de gestion

Le présent Rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 30 avril 2012, ainsi que de sa performance au cours du trimestre et de la période de six mois clos à cette date. Le présent Rapport de gestion, daté du 6 juin 2012, doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du deuxième trimestre 2012, préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à l'IFRS 1, *Première application des IFRS*, publiées par l'International Accounting Standards Board. Les chiffres comparatifs au 30 avril 2011 et au 31 octobre 2011 ainsi que pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 avril 2011 ont été retraités pour qu'ils soient conformes aux IFRS. Pour des informations sur les ajustements importants apportés aux états financiers intermédiaires, se reporter à la note 5, « Adoption des IFRS », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Le rapport annuel 2011 de la Banque fournit des informations supplémentaires relatives à des sujets tels que la gestion des risques, les estimations et les conventions comptables critiques et les arrangements hors bilan.

Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Perspectives économiques

La conjoncture économique mondiale est toujours dominée par les inquiétudes croissantes à l'égard de la zone euro. Outre le fait que le financement de la dette souveraine dans les pays de la périphérie continue de préoccuper, la forte opposition politique aux mesures d'austérité budgétaire ravive les tensions financières. Qui plus est, les agences de notation ont abaissé la note de crédit de plusieurs pays de la zone euro. À l'heure actuelle, cette situation est le principal facteur de la très grande faiblesse des rendements en Amérique du Nord, l'aversion des investisseurs pour le risque ne cessant de croître. Enfin, il est probable que ce virage massif vers la qualité se poursuive jusqu'à ce que des solutions pertinentes soient trouvées.

En Amérique du Nord, la croissance économique est de moins en moins tributaire du secteur public et dépend davantage du secteur privé. Cette situation est d'autant évidente au Canada depuis que le gouvernement fédéral et celui de certaines provinces, notamment l'Ontario, réduisent leurs dépenses. Heureusement, dans le secteur privé, la situation de l'emploi à temps plein a été solide et les salaires augmentent, ce qui permet aux consommateurs de souffler un peu. De fait, au Canada, l'inflation a ralenti récemment et devrait se rapprocher du taux cible de 2 %. Si l'inflation est maîtrisée et que l'économie croît modérément, la Banque du Canada pourrait commencer à amorcer son processus de normalisation des taux d'intérêt plus tôt que prévu, compte tenu notamment de la nécessité de préserver la stabilité financière. Néanmoins, la Banque s'attend toujours à ce que le taux de financement à un jour soit inférieur à 2 % d'ici la fin de 2013, un niveau adapté au contexte actuel qui permet à l'économie canadienne de continuer de croître modérément.

Objectifs financiers 2012

Le tableau ci-dessous présente les objectifs financiers définis par la direction pour l'exercice 2012, ainsi que la performance de la Banque jusqu'à maintenant. La croissance des revenus a été déterminée d'après les chiffres comparatifs retraités de 2011 selon les IFRS. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses déjà présentées à la page 29 du rapport annuel 2011 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tiennent pas compte des frais liés aux transactions et d'intégration.

OBJECTIFS FINANCIERS 2012 ^[1]

(Excluant les frais liés aux transactions et d'intégration)

	OBJECTIFS 2012	POUR LES SIX MOIS CLOS LE 30 AVRIL 2012
Croissance des revenus	> 5 %	6 %
Ratio d'efficacité ajusté	73 % à 70 %	72,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	11,0 % à 13,5 %	12,7 %
Résultat dilué par action ajusté	4,80 \$ à 5,40 \$	2,56 \$

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

D'après les résultats de la période de six mois close le 30 avril 2012 et les prévisions actuelles, la direction prévoit que la Banque réalisera ses objectifs, tels qu'ils ont été définis au début de l'exercice. La forte croissance des prêts, l'acquisition des sociétés MRS, un contrôle efficace des coûts de même que l'amélioration soutenue de la qualité du crédit ont contribué à la performance satisfaisante, dans l'ensemble.

Analyse des résultats consolidés

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
Revenu net d'intérêt	128 324 \$	130 629 \$	122 065 \$	258 953 \$	248 668 \$
Autres revenus	70 346	63 115	61 172	133 461	121 424
Revenu total	198 670	193 744	183 237	392 414	370 092
Provisions pour pertes sur prêts	7 500	10 000	11 984	17 500	23 441
Frais autres que d'intérêt	147 111	143 020	131 986	290 131	259 063
Résultat avant impôts sur le résultat	44 059	40 724	39 267	84 783	87 588
Impôts sur le résultat	10 196	9 762	8 251	19 958	19 652
Résultat net	33 863 \$	30 962 \$	31 016 \$	64 825 \$	67 936 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 165	3 166	3 109	6 331	6 218
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	30 698 \$	27 796 \$	27 907 \$	58 494 \$	61 718 \$
Résultat par action					
de base	1,22 \$	1,16 \$	1,17 \$	2,38 \$	2,58 \$
dilué	1,22 \$	1,16 \$	1,17 \$	2,38 \$	2,58 \$

Incidence des frais liés aux transactions et d'intégration ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012 ^[2]	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
Éléments avant impôts sur le résultat					
Résultat avant impôts sur le résultat comme présenté	44 059 \$	40 724 \$	39 267 \$	84 783 \$	87 588 \$
Frais liés aux transactions et d'intégration :					
Frais liés à l'intégration	3 350	2 660	-	6 010	-
Résultat avant impôts sur le résultat ajusté	47 409 \$	43 384 \$	39 267 \$	90 793 \$	87 588 \$
Éléments après impôts sur le résultat					
Résultat net comme présenté	33 863 \$	30 962 \$	31 016 \$	64 825 \$	67 936 \$
Frais liés aux transactions et d'intégration :					
Frais liés à l'intégration	2 439	1 957	-	4 396	-
Résultat net ajusté	36 302 \$	32 919 \$	31 016 \$	69 221 \$	67 936 \$
Résultat dilué par action ordinaire					
Résultat dilué par action comme présenté	1,22 \$	1,16 \$	1,17 \$	2,38 \$	2,58 \$
Frais liés aux transactions et d'intégration :					
Frais liés à l'intégration	0,10	0,08	-	0,18	-
Résultat dilué par action ajusté	1,31 \$	1,24 \$	1,17 \$	2,56 \$	2,58 \$

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] L'incidence par action des frais liés aux transactions et d'intégration diffère en raison de l'arrondissement.

Trimestre clos le 30 avril 2012 comparativement au trimestre clos le 30 avril 2011

Le résultat net a atteint 33,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,22 \$, pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2012, par rapport à 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,17 \$, pour le deuxième trimestre 2011. Au deuxième trimestre clos le 30 avril 2012, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net s'est élevé à 36,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,31 \$, comme l'indique le tableau ci-dessus.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 15,4 millions \$, soit 8 %, pour s'élever à 198,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2012, comparativement à 183,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2011. La contribution des sociétés MRS au revenu total s'est élevée à 10,7 millions \$ au deuxième trimestre 2012.

Le revenu net d'intérêt de 128,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2012 a été supérieur à celui de 122,1 millions \$ au deuxième trimestre 2011, la forte croissance des prêts et des dépôts d'un exercice à l'autre et l'accroissement du revenu tiré du remboursement anticipé de prêts ayant plus que compensé la diminution des marges. Les marges du deuxième trimestre 2012 ont reculé de 10 points de base par rapport à celles du deuxième trimestre 2011, pour s'établir à 1,73 %, étant donné que la marge nette d'intérêt a été touchée par une hausse des actifs à plus faible rendement liés aux activités de titrisation ainsi que par le contexte de taux d'intérêt toujours très faibles et par l'aplatissement de la courbe de rendement.

Les autres revenus ont atteint 70,3 millions \$ au deuxième trimestre 2012, comparativement à 61,2 millions \$ au deuxième trimestre 2011, soit une augmentation de 9,2 millions \$, ou 15 %, d'un exercice à l'autre. Cette augmentation inclut une contribution de 7,0 millions \$ aux autres revenus découlant de l'acquisition des sociétés MRS, attribuable principalement aux revenus liés aux régimes enregistrés autogérés, ainsi qu'une hausse des revenus tirés des services de cartes d'un exercice à l'autre, qui s'explique par l'accroissement des volumes de transactions et des frais. De plus, au deuxième trimestre, la Banque a conclu une vente de prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 77,0 millions \$ qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 3,1 millions \$ dans les autres revenus. Cette transaction s'accorde avec la stratégie de syndication de la Banque et contribue à sa gestion proactive de l'actif pondéré en fonction des risques. Ces facteurs d'augmentation ont en partie été contrebalancés par une baisse des revenus d'assurance crédit résultant du nombre plus élevé de réclamations, ainsi que par une diminution des revenus tirés des activités de courtage imputable aux conditions défavorables du marché.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont totalisé 7,5 millions \$ au deuxième trimestre 2012, une baisse de 4,5 millions \$, ou 37 %, par rapport à 12,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2011, compte tenu des excellentes conditions de crédit au Canada et de la qualité des portefeuilles de prêts de la Banque. Les pertes subies au cours du trimestre ont représenté 0,13 % de la moyenne des prêts et des acceptations, en baisse comparativement à 0,24 % au deuxième trimestre 2011. La Banque demeure toutefois prudente et continue d'appliquer des normes de souscription de prêts conservatrices dans le contexte d'incertitude économique persistante.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont totalisé 147,1 millions \$ au deuxième trimestre 2012, comparativement à 132,0 millions \$ au deuxième trimestre 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 3,4 millions \$ et des dépenses d'exploitation additionnelles liées aux sociétés MRS de 7,6 millions \$, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de façon modérée de 4,2 millions \$, ou 3 %, par rapport à il y a un an, pour s'établir à 136,2 millions \$.

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 6,1 millions \$, ou 8 %, comparativement au deuxième trimestre 2011, pour atteindre 79,3 millions \$ surtout en raison de l'augmentation de l'effectif par suite de l'acquisition des sociétés MRS et de la hausse régulière des salaires. En outre, après la fin du trimestre, la Banque a annoncé avoir accepté une entente de principe visant le renouvellement de la convention collective de ses employés syndiqués. La nouvelle convention d'une durée de six ans sera appliquée rétroactivement au 1er janvier 2012 et assure la poursuite du plan d'affaires de la Banque, tout en permettant aux employés de bénéficier de conditions de travail concurrentielles.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté de 3,0 millions \$ par rapport au deuxième trimestre 2011, pour atteindre 38,0 millions \$. Les coûts de location ont été plus élevés par suite de l'acquisition des sociétés MRS et de la superficie en pieds carrés additionnelle de locaux loués visant à favoriser la croissance et la mise en œuvre de nouveaux projets de TI. Les investissements soutenus dans l'infrastructure technologique de la Banque et l'augmentation de la charge d'amortissement liée aux projets de développement de technologies de l'information achevés ont aussi contribué à l'augmentation.

Les autres frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,6 millions \$, pour atteindre 26,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2012, par rapport à 23,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2011, surtout par suite de l'acquisition des sociétés MRS et d'autres services professionnels.

Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le deuxième trimestre 2012 ont totalisé 3,4 millions \$ et se rapportaient à des frais de technologie de l'information, des frais juridiques et des frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS. À la fin du deuxième trimestre, le processus d'intégration progresse conformément au calendrier et au budget prévus.

Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le ratio d'efficacité a été de 72,4 % au deuxième trimestre 2012, soit légèrement plus élevé que celui du deuxième trimestre 2011. Comme la pression sur le revenu net d'intérêt devrait se poursuivre dans un avenir rapproché, étant donné que le contexte actuel de faiblesse des taux d'intérêt est inchangé, la Banque continue de diversifier ses autres revenus et de tirer parti des possibilités de croissance interne tout en se concentrant sur le contrôle des coûts, la réalisation des synergies avec les sociétés MRS et l'amélioration de son exécution.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 avril 2012, les impôts sur le résultat s'élevaient à 10,2 millions \$, et le taux d'imposition effectif s'établissait à 23,1 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance. Pour le trimestre clos le 30 avril 2011, les impôts sur le résultat s'élevaient à 8,3 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 21,0 %. L'augmentation d'un exercice à l'autre du taux d'imposition pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2012 tient compte de la baisse des revenus assortis d'avantages fiscaux, en partie compensée par la réduction de 1,5 % des taux d'imposition du gouvernement fédéral en vigueur pour l'exercice.

Période de six mois close le 30 avril 2012 comparativement à la période de six mois close le 30 avril 2011

Le résultat net a atteint 64,8 millions \$, ou un résultat dilué par action de 2,38 \$, pour la période de six mois close le 30 avril 2012, par rapport à 68,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 2,58 \$, en 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net a été de 69,2 millions \$, soit un résultat dilué par action de 2,56 \$.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 22,3 millions \$, ou 6 %, pour atteindre 392,4 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2012, comparativement à 370,1 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2011. La contribution des sociétés MRS au revenu total s'est élevée à 19,1 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2012.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, le revenu net d'intérêt a augmenté pour atteindre 259,0 millions \$, par rapport à 248,7 millions \$ pour la période correspondante de 2011. Cette augmentation s'explique essentiellement par la croissance marquée du volume de prêts et de dépôts d'un exercice à l'autre, respectivement de 2,0 milliards \$ et 1,5 milliard \$, qui a été plus que contrebalancée par une baisse de la marge nette d'intérêt de 10 points de base au cours de la période. Comme il est mentionné ci-dessus, la compression de la marge nette d'intérêt est attribuable au rendement plus faible des actifs de remplacement liés aux activités de titrisation par rapport à l'exercice précédent, ainsi qu'aux pressions soutenues exercées sur la tarification.

Les autres revenus se sont établis à 133,5 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2012, en comparaison de 121,4 millions \$ pour la période correspondante de 2011, une augmentation de 10 % d'un exercice à l'autre. Cette augmentation tient compte d'une contribution de 12,7 millions \$ aux autres revenus attribuable à l'acquisition des sociétés MRS, des revenus liés en grande partie aux régimes enregistrés autogérés. Comme il a été mentionné plus haut, la Banque a également vendu, au cours du deuxième trimestre 2012, des prêts hypothécaires commerciaux, une vente qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 3,1 millions \$ dans les autres revenus. L'augmentation des autres revenus s'explique également par la hausse des frais et des commissions sur les prêts et les dépôts, ainsi que par celle des revenus tirés des services de cartes d'un exercice à l'autre. Ces facteurs d'augmentation ont, en partie, été contrebalancés par la baisse des revenus d'assurance crédit imputable au nombre plus élevé de réclamations, ainsi que par une diminution des revenus tirés des activités de courtage attribuable aux conditions défavorables de marché.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont totalisé 17,5 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2012, une diminution considérable de 5,9 millions \$, ou 25 %, par rapport aux provisions pour pertes sur prêts de 23,4 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2011, compte tenu des conditions de crédit excellentes sur le marché canadien et de la qualité des portefeuilles de prêts de la Banque. La diminution s'explique par l'amélioration dans tous les portefeuilles de prêts, et par les progrès évidents réalisés dans les portefeuilles de prêts commerciaux.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 290,1 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2012, comparativement à 259,1 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2011. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 6,0 millions \$ et des dépenses d'exploitation actuelles de 14,7 millions \$ liés aux sociétés MRS, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 10,4 millions \$, ou 4 %, pour atteindre 269,5 millions \$.

Les salaires et les avantages du personnel de 156,3 millions \$ ont progressé de 14,5 millions \$, ou 10 %, par rapport à la période de six mois close le 30 avril 2011, en raison surtout de l'accroissement de l'effectif attribuable à l'acquisition des sociétés MRS, ainsi que de la hausse régulière des salaires, des coûts liés aux régimes de retraite et des coûts des avantages du personnel liés à certains programmes d'assurance collective.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont été supérieurs de 5,6 millions \$ à ceux de la période de six mois close le 30 avril 2011, en raison de l'augmentation des coûts de location par suite de l'acquisition des sociétés MRS et de la majoration de la superficie en pieds carrés des locaux loués, de la hausse des coûts relatifs aux technologies de l'information attribuable à la croissance soutenue des activités et de la charge d'amortissement liée aux projets de développement des technologies de l'information achevés.

Les autres frais autres que d'intérêt ont été de 52,6 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2012, en hausse de 5,0 millions \$ par rapport à 47,7 millions \$ pour la période correspondante de 2011, du fait surtout de l'acquisition des sociétés MRS.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, les frais liés aux transactions et d'intégration ont totalisé 6,0 millions \$ et se rapportaient à des frais de technologie de l'information, des frais juridiques et des frais de communication liés à l'intégration des sociétés MRS.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le ratio d'efficacité a été de 72,4 %, en comparaison de 70,0 % pour la période de six mois close le 30 avril 2011. Les mesures de contrôle des coûts visant à ralentir la hausse des frais n'ont pas entièrement compensé l'incidence de la compression des marges.

Impôts sur le résultat

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, les impôts sur le résultat s'élevaient à 20,0 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 23,5 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des opérations d'assurance. Pour la période de six mois close le 30 avril 2011, les impôts sur le résultat s'élevaient à 19,7 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 22,4 %. Comme il est mentionné ci-dessus, l'augmentation d'un exercice à l'autre du taux d'imposition pour la période de six mois close le 30 avril 2012 tient compte du niveau moins élevé de revenus tirés des opérations d'assurance, en partie compensé par la réduction de 1,5 % des taux d'imposition du gouvernement fédéral, en vigueur pour l'exercice.

Trimestre clos le 30 avril 2012 comparativement au trimestre clos le 31 janvier 2012

Le résultat net a atteint 33,9 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,22 \$, pour le deuxième trimestre 2012, par rapport à 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,16 \$, pour le premier trimestre 2012. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le résultat net a été de 36,3 millions \$, soit un résultat dilué par action de 1,31 \$, en comparaison de 32,9 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,24 \$ pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2012.

Le revenu total a augmenté à 198,7 millions \$ au deuxième trimestre 2012, par rapport à 193,7 millions \$ au trimestre précédent, puisque les sociétés MRS ont contribué à cet accroissement tout au long du deuxième trimestre alors qu'elles ne l'avaient fait que pendant 77 jours au premier trimestre. Malgré l'amélioration des volumes de prêts, le revenu net d'intérêt a diminué de 2,3 millions \$, pour s'établir séquentiellement à 128,3 millions \$. Cette diminution s'explique essentiellement par la légère diminution à 1,73 % de la marge nette d'intérêt au deuxième trimestre 2012 en comparaison de 1,75 % au trimestre précédent et par le fait que le deuxième trimestre comptait deux jours de moins.

L'augmentation séquentielle de 7,2 millions \$, ou 11 %, des autres revenus est principalement attribuable au profit de 3,1 millions \$ sur la vente du portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux de 77,0 millions \$ au deuxième trimestre, combiné à la meilleure performance de toutes les sources de revenus.

La provision pour pertes sur prêts a totalisé 7,5 millions \$ au deuxième trimestre 2012, comparativement à 10,0 millions \$ pour le premier trimestre 2012, reflétant l'excellente qualité du portefeuille et les conditions de crédit favorables.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 147,1 millions \$ au deuxième trimestre 2012, en comparaison de 143,0 millions \$ au premier trimestre 2012. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration de 3,4 millions \$ au deuxième trimestre et de 2,7 millions \$ au premier trimestre 2012, les frais autres que d'intérêt ont augmenté séquentiellement de 3,4 millions \$. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse des salaires pendant un trimestre complet, les ajustements non récurrents de la rémunération variable au premier trimestre et le fait que des dépenses d'exploitation normales liées aux sociétés MRS ont été engagées pendant 13 jours de plus qu'au premier trimestre, ces facteurs ayant été en partie contrebalancés par le fait que le deuxième trimestre comptait deux jours de moins et par la diminution des autres frais. Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, le levier d'exploitation a été légèrement positif séquentiellement, du fait surtout de l'accroissement du revenu total d'un trimestre à l'autre, combiné aux initiatives de contrôle des coûts continues.

Situation financière

BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 30 AVRIL 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 30 AVRIL 2011
ACTIF			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	696 280 \$	367 059 \$	717 795 \$
Valeurs mobilières	5 294 610	5 175 866	4 949 223
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	978 063	720 317	626 168
Prêts et acceptations, montant net	22 982 601	21 944 394	21 022 460
Autres actifs	756 920	755 574	580 336
	30 708 474 \$	28 963 210 \$	27 895 982 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts	21 060 754 \$	20 016 281 \$	19 573 777 \$
Autres passifs	3 075 005	2 725 215	2 875 652
Dette liée aux activités de titrisation	5 051 652	4 760 847	4 051 889
Dette subordonnée	243 426	242 551	241 683
Capitaux propres	1 277 637	1 218 316	1 152 981
	30 708 474 \$	28 963 210 \$	27 895 982 \$

L'actif au bilan s'élevait à 30,7 milliards \$ au 30 avril 2012, soit une augmentation de 1,7 milliard \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2011. Au cours des douze derniers mois, l'actif au bilan a augmenté de 2,8 milliards \$, ou 10 %.

Liquidités

Les liquidités de la Banque, composées de la trésorerie, des dépôts auprès d'autres banques, des valeurs mobilières et des valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont augmenté de 0,7 milliard \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2011, la Banque ayant continué de gérer activement le niveau de ses liquidités pour appuyer la croissance de ses activités. Les liquidités, en pourcentage de l'actif total, ont enregistré une légère hausse, passant de 22 % au 31 octobre 2011 à 23 %.

Prêts

Le total des prêts et acceptations bancaires s'élevait à 23,1 milliards \$ au 30 avril 2012, soit une augmentation de 1,0 milliard \$, ou 5 %, par rapport au 31 octobre 2011 et de 9 % d'un exercice à l'autre. Tandis que l'acquisition des sociétés MRS a ajouté 0,3 milliard \$ au portefeuille de prêts, la Banque a également généré une croissance interne de 0,7 milliard \$ depuis le début de l'exercice, malgré une concurrence intense. Les prêts personnels ont augmenté de 342,2 millions \$, ou 6 %, depuis le 31 octobre 2011, alors que la croissance des prêts à l'investissement acquis dans le cadre de l'acquisition des sociétés MRS, des marges de crédit hypothécaires et des prêts personnels octroyés dans le cadre du programme Immigrants investisseurs ont plus que contrebalancé la rationalisation continue, mais plus lente, des activités de financement aux points de vente. Les prêts hypothécaires résidentiels ont aussi augmenté de 410,1 millions \$ par rapport au 31 octobre 2011, y compris une tranche de 60,9 millions \$ liée à l'acquisition des sociétés MRS. De plus, les prêts hypothécaires commerciaux ont augmenté de 107,0 millions \$, ou 5 %, par rapport au 31 octobre 2011, malgré une vente de prêts d'un montant de 77,0 millions \$ au deuxième trimestre, tandis que les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont progressé de 174,7 millions \$, ou 8 %, par rapport au 31 octobre 2011.

Dépôts

Le total des dépôts de particuliers a augmenté de 804,5 millions \$, ou 5 %, depuis le 31 octobre 2011, et s'élevait à 16,4 milliards \$ au 30 avril 2012, y compris un montant de 675,2 millions \$ attribuable à l'acquisition des sociétés MRS et un montant de 129,3 millions \$ provenant de la croissance interne. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts, incluant les dépôts institutionnels, ont augmenté de 240,0 millions \$ depuis le début de l'exercice, pour s'établir à 4,6 milliards \$ au 30 avril 2012. La Banque a profité des conditions favorables du marché et a mobilisé 200,0 millions \$ en billets de dépôt de premier rang de trois ans au cours du deuxième trimestre pour maintenir un niveau de liquidités prudent.

Bien que la Banque continue de gérer activement ses liquidités et de diversifier ses sources de financement, elle concentre ses efforts sur la collecte de dépôts de particuliers par l'entremise des secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec et B2B Trust, des sources de financement particulièrement stables pour la Banque qui représentaient 78 % du total des dépôts au 30 avril 2012.

Autres passifs

La dette liée aux activités de titrisation a augmenté de 290,8 millions \$ depuis le début de l'exercice et s'établissait à 5,1 milliards \$ au 30 avril 2012. Depuis le 31 octobre 2011, la Banque a titrisé et vendu légalement des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 354,6 millions \$, dont une tranche de 50,8 millions \$ au premier trimestre et une autre de 303,8 millions \$ au deuxième trimestre, ce qui a entraîné une augmentation de la dette liée aux activités de titrisation de 353,0 millions \$. En outre, des prêts totalisant 459,3 millions \$ ont été vendus à titre d'actifs de remplacement au cours de la période, dont une tranche de 228,6 millions \$ au premier trimestre et une autre de 230,7 millions \$ au deuxième trimestre. Pour de plus amples renseignements sur la dette liée aux activités de titrisation de la Banque, se reporter à la note 8 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

La dette subordonnée s'établissait à 243,4 millions \$ au 30 avril 2012, soit relativement au même niveau qu'au 31 octobre 2011.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'élevaient à 1 277,6 millions \$ au 30 avril 2012, comparativement à 1 218,3 millions \$ au 31 octobre 2011. Cette augmentation découle d'une émission d'actions ordinaires, pour un produit net de 60,9 millions \$ et du résultat net des premiers six mois de 2012, déduction faite des dividendes déclarés, qui ont plus que compensé la diminution du cumul des autres éléments du résultat global. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat global, a augmenté et s'établissait à 41,19 \$ au 30 avril 2012, comparativement à 39,40 \$ au 31 octobre 2011. Au 28 mai 2012, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 25 250 137, et le nombre d'options d'achat d'actions, à 50 000. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires depuis le 31 octobre 2011 découle de l'émission de 1 325 100 actions ordinaires le 2 février 2012, comme il est mentionné ci-après.

Actif administré

L'actif administré s'élevait à 33,1 milliards \$ au 30 avril 2012, soit une augmentation de 21,0 milliards \$ par rapport au 31 octobre 2011 et de 20,5 milliards \$ par rapport au 30 avril 2011. L'augmentation est surtout attribuable à la hausse des actifs liés aux régimes enregistrés d'épargne-retraite autogérés par suite de l'acquisition des sociétés MRS et des fonds communs de placement, qui ont commencé à tirer parti de la nouvelle entente de distribution des fonds Mackenzie.

Gestion du capital

Les fonds propres de catégorie 1 de la Banque, mesurés selon les IFRS, s'établissaient à 1 245,3 millions \$ au 30 avril 2012, comparativement à 1 217,2 millions \$ au 31 octobre 2011, mesurés selon les anciens PCGR du Canada. Compte tenu que la Banque a choisi d'appliquer progressivement les ajustements selon les IFRS, le ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 et le ratio BRI total des fonds propres ont atteint respectivement 10,4 % et 12,9 % au 30 avril 2012, par rapport à respectivement 11,0 % et 13,7 % au 31 octobre 2011 selon les anciens PCGR du Canada. Ces ratios demeurent largement au-delà des exigences minimales actuelles. La diminution de ces ratios résulte principalement de l'effet combiné d'un ajustement moins élevé de transition aux IFRS et de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques compte tenu de l'acquisition des sociétés MRS, en partie contrebalancés par une émission d'actions ordinaires de 60,9 millions \$ au deuxième trimestre. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires de 8,0 % atteste également de la grande qualité du capital de la Banque.

Le 2 février 2012, la Banque a clôturé une émission d'actions ordinaires, pour un produit net de 60,9 millions \$. Cette émission est conforme à la gestion du capital prudente de la Banque et à l'objectif qui vise à conserver des ratios de fonds propres supérieurs aux ratios requis par la nouvelle réglementation, comme il est mentionné ci-après, surtout en tenant compte des bonnes perspectives de croissance interne et de la récente expansion du bilan par suite de l'acquisition des sociétés MRS.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 30 AVRIL	AU 31 OCTOBRE ^[2]	AU 30 AVRIL ^[2]
	2012	2011	2011
Fonds propres de catégorie 1 (A)	1 245 326 \$	1 217 225 \$	1 177 648 \$
Ratio BRI de fonds propres de catégorie 1 (A/C)	10,4 %	11,0 %	11,1 %
Total des fonds propres réglementaires - BRI (B)	1 543 140 \$	1 516 840 \$	1 477 834 \$
Ratio BRI total des fonds propres (B/C)	12,9 %	13,7 %	14,0 %
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	11 935 860 \$	11 071 971 \$	10 562 773 \$
Ratio actif / fonds propres	18,1 x	16,2 x	16,4 x
Capitaux propres tangibles en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques ^[1]	8,0 %	9,2 %	9,2 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Les montants sont présentés selon les anciens PCGR du Canada comme déposés auprès du BSIF.

Incidence de l'adoption des IFRS sur les fonds propres réglementaires

La Banque a adopté les IFRS le 1er novembre 2011, ce qui a eu une incidence sur ses capitaux propres. La Banque a choisi de façon irrévocable l'introduction progressive, sur une période de cinq trimestres, de l'incidence du rajustement du résultat non distribué découlant de la première application de certaines modifications aux IFRS, comme l'autorise la directive du BSIF. Par conséquent, aux fins du calcul des ratios de fonds propres, la Banque a amorti, depuis le 1er novembre 2011, la tranche admissible de l'incidence des IFRS sur les fonds propres totalisant à l'origine 136,0 millions \$ sur une base linéaire sur les cinq prochains trimestres jusqu'au 31 janvier 2013. Par conséquent, l'incidence totale de la conversion aux IFRS sur les ratios de fonds propres de la Banque ne sera pleinement prise en compte qu'au 31 janvier 2013. Compte non tenu de cette disposition transitoire, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio BRI total des fonds propres auraient été respectivement 9,8 % et 12,2 % au 30 avril 2012.

À l'adoption des IFRS, les actifs de la Banque ont augmenté du montant des prêts hypothécaires résidentiels titrisés et des actifs de remplacement. Aux fins du calcul du ratio actif/fonds propres, les prêts hypothécaires titrisés vendus dans le cadre du programme OHC jusqu'au 31 mars 2010 ont été exclus, comme l'autorise le BSIF. Cependant, les prêts hypothécaires titrisés vendus après cette date sont désormais inclus dans le calcul du ratio actif/fonds propres et ont contribué à l'augmentation du ratio actif/fonds propres, qui s'établissait à 18,1 au 30 avril 2012.

Proposition de nouvelles règles de mesure des fonds propres et des liquidités

En décembre 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a rendu publiques de nouvelles lignes directrices en matière de fonds propres, communément appelées Bâle III. Le BSIF a indiqué qu'il s'attend à ce que les institutions de dépôt satisfassent aux exigences en matière de fonds propres de Bâle III durant la période de passage au dispositif de Bâle III à compter de janvier 2013, y compris la cible de fonds propres ordinaires et assimilés de catégorie 1 de 7 % (soit la somme de l'exigence minimale de 4,5 % et du coussin de conservation de 2,5 %).

Compte tenu de la position de la Banque en matière de fonds propres, et en fonction de la compréhension actuelle des règles de Bâle III, la direction croit que la Banque est bien placée pour respecter les exigences en matière de fonds propres à venir à la date de mise en œuvre en janvier 2013. Le ratio *pro forma* des fonds propres ordinaires et assimilés de catégorie 1 au 30 avril 2012, s'établirait à environ 7,1 % selon les règles de Bâle III applicables en 2019 (sans prise en compte des dispositions transitoires). La rubrique « Gestion du capital » du rapport de gestion annuel contient davantage de renseignements sur ces mesures de fonds propres et sur les nouvelles normes globales en matière de liquidité.

Incidence possible sur le capital de l'acquisition envisagée de Compagnie de Fiducie AGF

Le 6 juin 2012, B2B Trust, filiale de la Banque, et la Société de Gestion AGF Limitée ont annoncé la conclusion d'une entente selon laquelle B2B Trust fera l'acquisition de la totalité de la Compagnie de Fiducie AGF dans le cadre d'une transaction d'achat d'actions. Compte tenu des estimations relatives aux exigences en matière de fonds propres de la Compagnie de Fiducie AGF à la clôture de la transaction et du produit prévu d'un placement privé parallèle, le ratio de fonds propres de catégorie 1 *pro forma* de la Banque sous Bâle II s'établirait à environ 10,3 % au 30 avril 2012, bien au dessus des seuils réglementaires en vigueur. En outre, le ratio de fonds propres ordinaires et assimilés de catégorie 1 *pro forma* selon Bâle III de la Banque en fonction de l'ensemble des règles de Bâle III applicables en 2019 (c'est-à-dire sans les dispositions transitoires) serait d'environ 7,3 % au 30 avril 2012, ce qui est conforme aux exigences réglementaires prévues.

Dividendes

Le 23 mai 2012, le conseil d'administration a annoncé le versement de dividendes réguliers sur les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 7 juin 2012. Au cours de sa réunion tenue le 6 juin 2012, compte tenu de la solidité du bilan et des résultats de la Banque et de la confiance du conseil d'administration dans l'avenir de la Banque, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,02 \$ par action, ou 4 %, du dividende trimestriel et a ainsi déclaré le versement d'un dividende de 0,47 \$ par action ordinaire, payable le 1er août 2012 aux actionnaires inscrits en date du 3 juillet 2012.

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES SIX MOIS CLOS LE	POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	30 AVRIL	30 AVRIL	30 AVRIL	31 OCTOBRE	31 OCTOBRE	31 OCTOBRE
	2012	2011	2012	2011	2010	2009
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,45 \$	0,45 \$	0,90 \$	1,62 \$	1,44 \$	1,36 \$
Ratio du dividende versé ^[1] ^[2]	37,0 %	38,7 %	37,8 %	34,8 %	31,1 %	32,1 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Les montants pour 2010 et 2009 sont présentés selon les anciens PCGR du Canada.

Gestion des risques

De par la nature de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques. Ces risques sont liés principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des mesures de contrôle, telles que des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque, ont été mises en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le ratio rendement/risques dans toutes les sphères d'activités de la Banque. De plus amples renseignements sur le cadre de gestion intégrée des risques de la Banque sont fournis dans le rapport annuel 2011.

Risque de crédit¹

Les sections suivantes fournissent une information détaillée sur la qualité de crédit des portefeuilles de prêts de la Banque.

PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL	31 JANVIER	30 AVRIL	30 AVRIL	30 AVRIL
	2012	2012	2011	2012	2011
Provisions pour pertes sur prêts					
Prêts personnels	5 856 \$	6 189 \$	6 029 \$	12 045 \$	12 784 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	498	284	706	782	1 042
Prêts hypothécaires commerciaux	2 555	888	3 661	3 443	7 440
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	(1 409)	2 639	1 588	1 230	2 175
Total	7 500 \$	10 000 \$	11 984 \$	17 500 \$	23 441 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,13 %	0,18 %	0,24 %	0,16 %	0,23 %

La provision pour pertes sur prêts a diminué, pour atteindre 7,5 millions \$ au deuxième trimestre 2012, par rapport à 10,0 millions \$ au premier trimestre 2012, et à 12,0 millions \$ il y a un an, reflétant la bonne qualité globale du portefeuille de prêts de la Banque et les conditions de crédit toujours favorables sur le marché canadien.

La baisse des pertes sur prêts personnels d'un exercice à l'autre découle en partie de la diminution de l'exposition de la Banque aux activités de financement aux points de vente. Les provisions pour pertes sur prêts hypothécaires résidentiels ont légèrement diminué au deuxième trimestre 2012 par rapport au deuxième trimestre 2011, et sont demeurées à un niveau très bas, la qualité des paramètres de crédit utilisés pour établir les provisions collectives s'étant maintenue à un niveau satisfaisant.

¹ Les prêts hypothécaires à l'égard des propriétés et des projets de développement immobilier résidentiels, qui étaient auparavant présentés dans les prêts hypothécaires résidentiels, ont été reclassés dans les prêts hypothécaires commerciaux afin de mieux refléter leur nature et le risque qui y est lié.

Les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et sur prêts commerciaux sont demeurées basses lors du deuxième trimestre et ont enregistré une baisse additionnelle de 2,4 millions \$ imputable essentiellement à l'amélioration des conditions de crédit de certains prêts et, dans une moindre mesure, aux recouvrements. Le niveau relativement faible des pertes sur prêts continue de témoigner de la bonne qualité de crédit du portefeuille.

PRÊTS DOUTEUX

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 30 AVRIL 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 30 AVRIL 2011
Prêts douteux, montant brut			
Prêts personnels	15 926 \$	14 395 \$	16 256 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	14 717	17 053	16 186
Prêts hypothécaires commerciaux	60 394	62 541	50 428
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	56 284	69 736	72 392
	147 321	163 725	155 262
Provisions cumulatives individuelles	(67 003)	(69 450)	(67 461)
Provisions cumulatives collectives	(71 866)	(73 700)	(68 744)
Prêts douteux, montant net	8 452 \$	20 575 \$	19 057 \$
Prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations			
Montant brut	0,64 %	0,74 %	0,73 %
Montant net	0,04 %	0,09 %	0,09 %

Les prêts douteux bruts s'établissaient à 147,3 millions \$ au 30 avril 2012, comparativement à 163,7 millions \$ au 31 octobre 2011, la qualité de crédit ayant continué de s'améliorer au cours du trimestre. La diminution depuis le 31 octobre 2011 est attribuable essentiellement aux améliorations des portefeuilles de prêts commerciaux. Les portefeuilles de détail ont également affiché une bonne performance, et les prêts douteux connexes ont diminué de 0,8 million \$ par rapport à ceux au 31 octobre 2011, malgré la solide croissance des prêts octroyés par la Banque, les emprunteurs bénéficiant toujours du contexte actuel de faibles taux d'intérêt et de conditions d'emploi favorables au Canada. Depuis le début de l'exercice, les provisions cumulatives individuelles ont reculé de 2,4 millions \$, pour atteindre 67,0 millions \$. Au cours de la période de six mois, les provisions cumulatives collectives ont connu une baisse de 5,0 millions \$, laquelle a été contrebalancée en partie par une hausse de 3,2 millions \$ attribuable à l'acquisition des sociétés MRS, étant donné que l'amélioration de la qualité du crédit et des conditions du marché ont plus que contrebalancé l'incidence de l'accroissement des volumes de prêts. Les prêts douteux, montant net, s'élevaient à 8,5 millions \$ au 30 avril 2012, comparativement à 20,6 millions \$ au 31 octobre 2011.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite des variations des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque.

L'objet des activités de gestion de l'actif et du passif est de contrôler le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'effet potentiel défavorable des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel vise à maximiser la rentabilité de la Banque tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Au 30 avril 2012, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % de l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 30 AVRIL 2012	AU 31 OCTOBRE 2011
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	13 155 \$	22 026 \$
Diminution de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (déduction faite des impôts sur le résultat)	(26 604) \$	(15 964) \$

Comme le montre le tableau ci-dessus, la Banque a légèrement réduit sa sensibilité à court terme en matière de GAP par rapport au 31 octobre 2011. Ces résultats reflètent les efforts de la direction pour tirer parti des fluctuations des taux d'intérêt à court terme et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations en deçà des limites approuvées.

Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des secteurs d'activité suivants :

- Particuliers et PME-Québec
- Immobilier et commercial
- B2B Trust
- Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux
- Autres

Particuliers et PME-Québec

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)					
Revenu net d'intérêt	76 096 \$	78 725 \$	77 881 \$	154 821 \$	158 329 \$
Autres revenus	33 422	31 803	33 215	65 225	66 557
Revenu total	109 518	110 528	111 096	220 046	224 886
Provisions pour pertes sur prêts	4 855	6 216	6 570	11 071	14 254
Frais autres que d'intérêt	91 268	91 260	90 162	182 528	180 121
Résultat avant impôts sur le résultat	13 395	13 052	14 364	26 447	30 511
Impôts sur le résultat	2 737	2 631	2 846	5 368	5 959
Résultat net	10 658 \$	10 421 \$	11 518 \$	21 079 \$	24 552 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	83,3 %	82,6 %	81,2 %	82,9 %	80,1 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Particuliers et PME-Québec au résultat net a été de 10,7 millions \$ au deuxième trimestre 2012, par rapport à 11,5 millions \$ au deuxième trimestre 2011.

Le revenu total a reculé, passant de 111,1 millions \$ au deuxième trimestre 2011, à 109,5 millions \$ au deuxième trimestre 2012, puisque la hausse des autres revenus a été plus que contrebalancée par la baisse du revenu net d'intérêt. D'un exercice à l'autre, le revenu net d'intérêt a diminué de 1,8 million \$, l'accroissement considérable des volumes de prêts et de dépôts, notamment dans le portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, n'ayant pas compensé entièrement la baisse de la marge d'intérêt nette attribuable au contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt. La légère augmentation des autres revenus, qui sont passés de 33,2 millions \$ au deuxième trimestre 2011 à 33,4 millions \$ pour la période correspondante de 2012, est principalement attribuable à la hausse considérable des revenus tirés des services de cartes due à l'accroissement des volumes de transactions et des frais ayant été contrebalancée en partie par le revenu d'assurance crédit plus bas causé par un nombre plus important de réclamations.

Les pertes sur prêts ont diminué de 1,7 million \$, ou 22 %, passant de 6,6 millions \$ au deuxième trimestre 2011 à 4,9 millions \$ au deuxième trimestre 2012. Cette amélioration découle surtout de la diminution constante du portefeuille de financement aux points de vente attribuable à la réduction de l'exposition au risque et de l'amélioration marquée dans le portefeuille de PME. Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1,1 million \$, ou 1 %, pour passer de 90,2 millions \$ au deuxième trimestre 2011, à 91,3 millions \$ au deuxième trimestre 2012, les initiatives de contrôle des coûts ayant permis de réduire les frais, une réduction qui a été plus que contrebalancée par la hausse régulière des salaires et l'augmentation des dépenses d'exploitation et des coûts de location attribuable à la croissance des activités.

Au cours de la période de six mois close le 30 avril 2012, le revenu net a reculé de 3,5 millions \$, pour s'établir à 21,1 millions \$, du fait essentiellement de l'incidence combinée de la diminution des marges d'intérêt et du revenu d'assurance crédit, qui a plus que contrebalancé la solide croissance des prêts et l'amélioration marquée des pertes sur prêts, comme il est mentionné plus haut. Les frais n'ont que légèrement augmenté de 2,4 millions \$, ou 1,3 %, au cours de la même période, ce qui s'explique par les mesures de contrôle des coûts.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 8 %, ou 978,1 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Augmentation des dépôts de 6 %, ou 522,8 millions \$, au cours des douze derniers mois, qui se sont établis à 9,7 milliards \$ en date du 30 avril 2012

Immobilier et Commercial

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)					
Revenu net d'intérêt	22 049 \$	22 212 \$	22 514 \$	44 261 \$	45 609 \$
Autres revenus	10 451	8 006	7 851	18 457	15 945
Revenu total	32 500	30 218	30 365	62 718	61 554
Provisions pour pertes sur prêts	1 755	2 851	4 860	4 606	8 237
Frais autres que d'intérêt	7 484	7 756	7 004	15 240	14 363
Résultat avant impôts sur le résultat	23 261	19 611	18 501	42 872	38 954
Impôts sur le résultat	6 292	5 305	5 296	11 597	11 151
Résultat net	16 969 \$	14 306 \$	13 205 \$	31 275 \$	27 803 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	23,0 %	25,7 %	23,1 %	24,3 %	23,3 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au résultat net, qui s'est établie à 17,0 millions \$ au deuxième trimestre 2012, a été de 3,8 millions \$, ou 29 %, supérieure à celle de 13,2 millions \$ du deuxième trimestre 2012.

Le revenu total a progressé de 2,1 millions \$, passant de 30,4 millions \$ au deuxième trimestre 2011, à 32,5 millions \$ au deuxième trimestre 2012. Cette progression découle en grande partie d'un profit de 3,1 millions \$ à la vente de prêts hypothécaires commerciaux de 77,0 millions \$ comptabilisé dans les autres revenus, la Banque ayant géré proactivement son actif pondéré en fonction des risques. Cette progression a été contrebalancée partiellement par la baisse du revenu net d'intérêt attribuable à la compression constante des marges, la Banque ayant continué de générer une solide croissance des prêts d'un exercice à l'autre. Les pertes sur prêts ont davantage baissé de 3,1 millions \$, pour s'établir à 1,8 million \$ au deuxième trimestre 2012, par rapport à 4,9 millions \$ au deuxième trimestre 2011. Ce niveau très bas de pertes reflète la bonne qualité globale de crédit des portefeuilles de prêts, qui est favorisée par la conjoncture économique toujours favorable au Canada. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté modérément, pour s'établir à 7,5 millions \$ au deuxième trimestre 2012 par rapport à 7,0 millions \$ au deuxième trimestre 2011, du fait essentiellement de la hausse des coûts de location et des salaires liée à l'effectif supplémentaire embauché pour soutenir la croissance des activités.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, le revenu net a été de 31,3 millions \$, une hausse de 12 % attribuable à l'amélioration des pertes sur prêts et à l'augmentation des revenus par suite du profit réalisé à la vente de certains prêts hypothécaires commerciaux. Les frais autres que d'intérêt ont été de 0,9 million \$ plus élevés qu'à la période de six mois close le 30 avril 2011, du fait principalement de la hausse des salaires et des avantages du personnel et de celle des coûts de location, comme il est mentionné ci-dessus.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts et des acceptations bancaires de 10 %, ou 299,7 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Diminution des dépôts de 38,2 millions \$ au cours des douze derniers mois

B2B Trust

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)					
Revenu net d'intérêt	30 689 \$	30 964 \$	28 410 \$	61 653 \$	57 222 \$
Autres revenus	9 116	8 143	2 419	17 259	4 944
Revenu total	39 805	39 107	30 829	78 912	62 166
Provisions pour pertes sur prêts	890	933	554	1 823	950
Frais autres que d'intérêt	24 483	23 422	15 666	47 905	31 568
Frais liés à une acquisition et autres ^[1]	3 350	2 660	-	6 010	-
Résultat avant impôts sur le résultat	11 082	12 092	14 609	23 174	29 648
Impôts sur le résultat	2 953	3 221	4 141	6 174	8 403
Résultat net	8 129 \$	8 871 \$	10 468 \$	17 000 \$	21 245 \$
Ratio d'efficacité ^[2]	69,9 %	66,7 %	50,8 %	68,3 %	50,8 %
Résultat net ajusté ^[2]	10 568 \$	10 828 \$	10 468 \$	21 396 \$	21 245 \$
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	61,5 %	59,9 %	50,8 %	60,7 %	50,8 %

[1] Frais liés à l'acquisition des sociétés MRS.

[2] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration après impôts de 2,4 millions \$ liés à l'acquisition des sociétés MRS, la contribution du secteur B2B Trust au résultat net s'est élevée à 10,6 millions \$ au deuxième trimestre 2012, une légère hausse par rapport au deuxième trimestre 2011. Le résultat net déclaré pour le deuxième trimestre 2012 était de 8,1 millions \$.

Le revenu total a augmenté, pour s'établir à 39,8 millions \$ au deuxième trimestre 2012, par rapport à 30,8 millions \$ au deuxième trimestre 2011, surtout en raison de la hausse des autres revenus tirés des régimes enregistrés autogérés par suite de l'acquisition des sociétés MRS. Le revenu net d'intérêt a aussi augmenté de 2,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent en raison de la croissance interne des volumes de prêts et de dépôts et de l'ajout d'actifs par suite de l'acquisition des sociétés MRS.

Les pertes sur prêts ont augmenté légèrement de 0,3 million \$, pour atteindre 0,9 million \$ au deuxième trimestre 2012, en comparaison de 0,6 million \$ au deuxième trimestre 2011, ce qui s'explique essentiellement par les provisions légèrement plus élevées requises sur un plus grand volume de prêts à l'investissement. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 8,8 millions \$, pour s'élever à 24,5 millions \$ au deuxième trimestre 2012, comparativement à 15,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2011. Cette augmentation tient compte des dépenses d'exploitation actuelles de 7,6 millions \$ liées aux sociétés MRS. Autrement, les dépenses ont augmenté de 1,2 million \$, ou 8 %, d'un exercice à l'autre, compte tenu de la hausse de la charge salariale et des autres frais pour soutenir les objectifs de croissance du secteur d'activité et de l'augmentation des frais de technologie de l'information attribuable à la croissance des activités. Les frais liés à une acquisition et autres ont totalisé 3,4 millions \$ au deuxième trimestre 2012 en raison principalement des frais de technologie de l'information engagés et de l'effectif supplémentaire embauché aux fins de l'intégration des sociétés MRS.

Les résultats du deuxième trimestre 2012 ont été touchés défavorablement par le fait que le trimestre comptait deux jours de moins que le premier trimestre. Cependant, au deuxième trimestre, les sociétés MRS ont contribué aux résultats pendant 90 jours par rapport à 77 jours au premier trimestre.

L'acquisition des sociétés MRS, après cinq mois et demi, dégage déjà d'excellents résultats et contribue à améliorer la diversification des revenus, comme en témoigne l'augmentation des autres revenus et des actifs administrés. L'intégration des sociétés MRS et la réalisation des synergies attendues avancent comme prévu, et l'intégration informatique se fait en douceur. La direction demeure concentrée sur l'achèvement de ce processus pour assurer la réalisation des synergies attendues au cours des neuf prochains mois.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, le résultat net, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration après impôts liés à l'acquisition des sociétés MRS de 4,4 millions \$, a été de 21,4 millions \$, légèrement en hausse par rapport à la période correspondante de 2011, du fait essentiellement de la contribution des sociétés MRS à l'exploitation. Le résultat net déclaré pour la période de six mois close le 30 avril 2012 a été de 17,0 millions \$.

Faits saillants du bilan

- Augmentation des prêts de 11 %, ou 604,5 millions \$, au cours des douze derniers mois
- Augmentation du total des dépôts de 10 %, ou 895,7 millions \$, au cours des douze derniers mois

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)					
Revenu total	16 265 \$	14 655 \$	17 872 \$	30 920 \$	34 113 \$
Frais autres que d'intérêt	12 530	12 160	14 126	24 690	26 621
Résultat avant impôts sur le résultat	3 735	2 495	3 746	6 230	7 492
Impôts sur le résultat	956	620	1 014	1 576	2 038
Résultat net	2 779 \$	1 875 \$	2 732 \$	4 654 \$	5 454 \$
Ratio d'efficacité ^[1]	77,0 %	83,0 %	79,0 %	79,9 %	78,0 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux (VMBL & MC) au résultat net a légèrement augmenté, pour atteindre 2,8 millions \$ au deuxième trimestre 2012, comparativement à 2,7 millions \$ au deuxième trimestre 2011.

Le revenu total a diminué de 1,6 million \$, pour s'établir à 16,3 millions \$ au deuxième trimestre 2012, en comparaison de 17,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011, étant donné que les conditions du marché sont demeurées difficiles pour les activités de financement et de négociation par rapport au dernier exercice et qu'elles se sont répercutées négativement sur les activités de courtage aux particuliers, contribuant ainsi à la diminution du revenu total. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1,6 million \$, du fait essentiellement de la baisse de la rémunération liée à la performance imputable aux revenus tirés des marchés moins importants, des commissions moins élevées et des mesures de réduction des coûts mises en œuvre au cours du trimestre.

Comparativement au premier trimestre 2012, la contribution du secteur VMBL & MC a continué de s'améliorer, les marchés ayant repris leur essor au début du deuxième trimestre 2012. Cette tendance a été en quelque sorte infléchie par la réémergence des préoccupations à l'égard de l'économie mondiale, qui a nui aux résultats vers la fin du trimestre.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, le résultat net a reculé de 0,8 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, la baisse des dépenses n'ayant pas entièrement compensé la diminution du revenu, essentiellement pour les raisons susmentionnées.

Fait saillant du bilan

- Biens sous gestion de 2,2 milliards \$ en date du 30 avril 2012

Autres

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
Revenu net d'intérêt	(1 206) \$	(1 781) \$	(7 410) \$	(2 987) \$	(13 934) \$
Autres revenus	1 788	1 017	485	2 805	1 307
Revenu total	582	(764)	(6 925)	(182)	(12 627)
Frais autres que d'intérêt	7 996	5 762	5 028	13 758	6 390
Résultat avant impôts sur le résultat	(7 414)	(6 526)	(11 953)	(13 940)	(19 017)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(2 742)	(2 015)	(5 046)	(4 757)	(7 899)
Perte nette	(4 672) \$	(4 511) \$	(6 907) \$	(9 183) \$	(11 118) \$

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 4,7 millions \$ au résultat net pour le deuxième trimestre 2012, comparativement à une contribution négative de 6,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2011.

Le revenu net d'intérêt s'est amélioré, passant d'un montant négatif de 7,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2011 à un montant négatif de 1,2 million \$ pour le deuxième trimestre 2012, reflétant le positionnement avantageux sur le marché ainsi que certains ajustements au prix de transfert apportés au premier trimestre 2012. Les autres revenus ont atteint 1,8 million \$ au deuxième trimestre 2012, par rapport à 0,5 million \$ au deuxième trimestre 2011 et se rapportent surtout aux profits sur les activités de trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt du deuxième trimestre 2012 ont totalisé 8,0 millions \$, comparativement à 5,0 millions \$ il y a un an, une hausse de 3,0 millions \$. L'augmentation des coûts des régimes de retraite, des charges des programmes d'assurance collective et des coûts des programmes incitatifs de paiements fondés sur des actions ainsi que la hausse régulière des salaires ont contribué à l'augmentation par rapport à l'an dernier.

Pour la période de six mois close le 30 avril 2012, la contribution négative de 9,2 millions \$, en comparaison d'une contribution négative de 11,1 millions \$ pour la période de six mois close le 30 avril 2011, s'explique principalement par les raisons susmentionnées.

Acquisition envisagée de la Compagnie de Fiducie AGF

Le 6 juin 2012, la Banque et la Société de Gestion AGF Limitée ont annoncé la conclusion d'une entente selon laquelle B2B Trust, filiale de la Banque Laurentienne, fera l'acquisition de la totalité de la Compagnie de Fiducie AGF dans le cadre d'une transaction d'achat d'actions. La transaction devrait se conclure en août 2012, sous réserve des avis et approbations réglementaires. À la date de clôture, les actifs de la Compagnie de Fiducie AGF devraient s'élever à environ 3,8 milliards \$, et comprendront essentiellement l'encaisse et des valeurs mobilières négociables d'environ 0,7 milliard \$, et des prêts de détail d'environ 3,1 milliards \$. Le prix d'acquisition final sera fondé sur la valeur comptable nette de la Compagnie de Fiducie AGF à la date de clôture, qui est estimée à environ 242,0 millions \$. L'entente prévoit également le versement d'une contrepartie conditionnelle d'au plus 20,0 millions \$ sur cinq ans si la qualité du crédit respecte certains critères.

Compte tenu de la transaction envisagée et pour soutenir son bilan, la Banque a conclu des ententes de souscription à distance avec la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Fonds de solidarité FTQ, relatives à un placement privé de 2 867 383 reçus de souscription, qui seront émis au prix de 41,85 \$ par reçu et seront échangeables, sur la base de un pour un, contre des actions ordinaires de la Banque. La clôture du placement de reçus de souscription devrait avoir lieu, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, au plus tard le 15 juin 2012, et le produit du placement sera entièrement jusqu'à la clôture de l'acquisition de Fiducie AGF, auquel moment les reçus de souscription seront automatiquement échangés contre des actions ordinaires de la Banque. Cette entente procurera un produit net de 115,1 millions \$.

Données financières supplémentaires – Résultats trimestriels

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	IFRS				PCGR DU CANADA			
	30 AVRIL	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JUILLET	30 AVRIL	31 JANVIER	31 OCTOBRE	31 JUILLET
	2012	2012	2011	2011	2011	2011	2010	2010
Revenu total	198 670 \$	193 744 \$	182 422 \$	185 833 \$	183 237 \$	186 855 \$	190 074 \$	188 810 \$
Résultat net	33 863 \$	30 962 \$	26 709 \$	29 072 \$	31 016 \$	36 920 \$	32 514 \$	30 064 \$
Résultat par action								
de base	1,22 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,09 \$	1,17 \$	1,41 \$	1,24 \$	1,13 \$
dilué	1,22 \$	1,16 \$	0,99 \$	1,08 \$	1,17 \$	1,41 \$	1,24 \$	1,13 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	12,1 %	11,6 %	10,0 %	11,2 %	12,7 %	15,2 %	11,8 %	11,0 %
Actif au bilan (en millions de dollars)	30 708 \$	29 921 \$	28 963 \$	28 239 \$	27 896 \$	26 919 \$	23 772 \$	23 549 \$
Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration ^[2]								
Résultat net ajusté ^[1]	36 302 \$	32 919 \$	33 375 \$	29 072 \$	31 016 \$	36 920 \$	32 514 \$	30 064 \$
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	1,31 \$	1,24 \$	1,26 \$	1,08 \$	1,17 \$	1,41 \$	1,24 \$	1,13 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[1]	13,0 %	12,4 %	12,8 %	11,2 %	12,7 %	15,2 %	11,8 %	11,0 %

[1] Voir la section sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Frais liés à l'acquisition des sociétés MRS.

Méthodes comptables

Un sommaire des principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque est présenté aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 avril 2012. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le deuxième trimestre 2012 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables.

Modifications de méthodes comptables à venir

L'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes existantes sur les instruments financiers, la consolidation, l'évaluation de la juste valeur, les avantages du personnel, la compensation et la présentation des autres éléments du résultat global. Ces modifications de méthodes comptables à venir s'appliqueront pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2012, au plus tôt. La Banque n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers. La note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités contient des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes et les modifications aux normes existantes.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le 16 novembre 2011, la Banque a conclu l'acquisition des sociétés MRS. En vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières, qui permet à un émetteur de limiter la conception de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière de sorte à ne pas tenir compte des contrôles, des politiques et des procédures d'une entreprise acquise dans les 365 jours précédant le dernier jour de la période couverte par le rapport intermédiaire, la direction n'a pas tenu compte des contrôles, des politiques et des procédures suivis par les sociétés MRS, dont les résultats sont inclus dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Banque pour la période close le 30 avril 2012. Les sociétés MRS représentaient environ 3 % de l'actif total, 2 % du passif total, 5 % du revenu total et 5 % du résultat net total au 30 avril 2012 et pour la période de six mois close à cette date. Pour en savoir davantage sur les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition, se reporter à la note 15 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le conseil d'administration et le comité d'audit de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque a adopté les IFRS comme référentiel comptable. Les IFRS constituent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des entités canadiennes ayant une obligation d'information du public pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Banque utilise à la fois les PCGR et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de développement. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le cumul des autres éléments du résultat global.

Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à l'exclusion du cumul des autres éléments du résultat global, moins le goodwill et les immobilisations incorporelles liées aux relations contractuelles et aux relations clients. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires est défini comme les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

Mesures ajustées selon les PCGR et non conformes aux PCGR

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet des frais d'intégration liés à l'acquisition des sociétés MRS.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service, à son accessibilité et à sa convivialité. La Banque sert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau d'intermédiaires financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle fournit des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque est active dans des segments de marché spécifiques où elle détient une position de choix. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 30 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 33 milliards \$. Fondée en 1846, la Banque Laurentienne a été nommée lauréate régionale Québec et Canada Atlantique 2011 du concours des 10 cultures d'entreprise les plus admirées au Canada de la firme Waterstone Human Capital. La Banque emploie plus de 4 000 personnes.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra à 14 h, heure de l'Est, le mercredi 6 juin 2012. Un numéro de téléphone sans frais — 514-861-2909 ou 1-888-789-9572, code 3478978# — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le mercredi 6 juin 2012 à compter de 18 h jusqu'à 23 h 59, le 6 juillet 2012, au numéro 514-861-2272, ou 1-800-408-3053, code 4742839#. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque — www.banquelaurentienne.ca — à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514 284-4500, poste 7997

Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514-284-4500, poste 7511; cell. : 514-893-3963

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités complets pour le trimestre clos le 30 avril 2012, incluant les notes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, sont également disponibles sur le site Internet de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Bilan consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 30 AVRIL 2012	AU 31 OCTOBRE 2011	AU 30 AVRIL 2011	AU 1 ^{ER} NOVEMBRE 2010
ACTIF				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	72 029 \$	81 600 \$	71 262 \$	72 444 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	624 251	285 459	646 533	99 394
Valeurs mobilières				
Disponibles à la vente	2 055 991	2 108 075	2 054 503	2 138 861
Détenues jusqu'à l'échéance	1 056 657	885 822	646 713	559 457
Détenues à des fins de transaction	2 181 962	2 181 969	2 248 007	1 496 583
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	-	624 642
	5 294 610	5 175 866	4 949 223	4 819 543
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	978 063	720 317	626 168	994 674
Prêts				
Personnels	6 116 400	5 774 207	5 681 527	5 636 203
Hypothécaires résidentiels	12 279 486	11 869 412	11 252 744	10 859 647
Hypothécaires commerciaux	2 470 794	2 363 808	2 213 760	2 166 375
Commerciaux et autres	2 087 886	1 900 977	1 823 234	1 691 190
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	166 904	179 140	187 400	165 450
	23 121 470	22 087 544	21 158 665	20 518 865
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(138 869)	(143 150)	(136 205)	(131 567)
	22 982 601	21 944 394	21 022 460	20 387 298
Autres				
Immobilisations corporelles	66 308	61 708	60 966	55 727
Dérivés	161 807	228 261	118 719	158 066
Goodwill	64 077	29 224	29 224	29 224
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	142 401	113 949	100 414	101 671
Actifs d'impôt différé	2 467	4 160	21 172	47 995
Autres actifs	319 860	318 272	249 841	289 289
	756 920	755 574	580 336	681 972
	30 708 474 \$	28 963 210 \$	27 895 982 \$	27 055 325 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Personnels	16 414 315 \$	15 609 853 \$	15 510 692 \$	15 354 851 \$
Entreprises, banques et autres	4 646 439	4 406 428	4 063 085	4 250 819
	21 060 754	20 016 281	19 573 777	19 605 670
Autres				
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 352 007	1 471 254	1 437 259	1 362 336
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	441 532	36 770	205 923	60 050
Acceptations	166 904	179 140	187 400	165 450
Dérivés	128 626	129 969	129 588	115 235
Passifs d'impôt différé	1 408	6 362	290	27 543
Autres passifs	984 528	901 720	915 192	945 939
	3 075 005	2 725 215	2 875 652	2 676 553
Dette liée aux activités de titrisation	5 051 652	4 760 847	4 051 889	3 486 634
Dette subordonnée	243 426	242 551	241 683	150 000
Capitaux propres				
Actions privilégiées	210 000	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	320 435	259 492	259 484	259 363
Réserve pour paiements fondés sur des actions	227	227	227	243
Résultats non distribués	719 372	683 007	653 541	610 483
Cumul des autres éléments du résultat global	27 603	65 590	29 729	56 379
	1 277 637	1 218 316	1 152 981	1 136 468
	30 708 474 \$	28 963 210 \$	27 895 982 \$	27 055 325 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 avril 2012 pour de plus amples informations.

État du résultat consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
Revenu d'intérêt					
Prêts	240 943 \$	245 083 \$	234 433 \$	486 026 \$	476 849 \$
Valeurs mobilières	18 377	18 891	18 199	37 268	36 485
Dépôts auprès d'autres banques	1 276	1 024	1 589	2 300	2 599
Autres, incluant les dérivés	14 557	15 697	14 196	30 254	29 304
	275 153	280 695	268 417	555 848	545 237
Frais d'intérêt					
Dépôts	104 653	107 673	108 851	212 326	222 362
Dettes liées aux activités de titrisation	39 508	39 672	33 983	79 180	65 858
Dettes subordonnées	2 374	2 403	2 352	4 777	6 731
Autres, incluant les dérivés	294	318	1 166	612	1 618
	146 829	150 066	146 352	296 895	296 569
Revenu net d'intérêt	128 324	130 629	122 065	258 953	248 668
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	29 657	28 511	27 882	58 168	56 225
Revenus tirés des activités de courtage	14 354	13 549	16 592	27 903	29 876
Revenus d'assurance crédit	3 662	3 770	4 290	7 432	9 493
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	5 856	4 714	3 993	10 570	10 122
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	4 488	4 329	4 460	8 817	8 567
Revenus tirés des régimes enregistrés autogérés	7 648	6 801	1 990	14 449	4 074
Autres revenus	4 681	1 441	1 965	6 122	3 067
	70 346	63 115	61 172	133 461	121 424
Revenu total	198 670	193 744	183 237	392 414	370 092
Provisions pour pertes sur prêts	7 500	10 000	11 984	17 500	23 441
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages du personnel	79 282	77 032	73 157	156 314	141 845
Frais d'occupation de locaux et technologie	37 998	37 166	34 954	75 164	69 555
Autres	26 481	26 162	23 875	52 643	47 663
Frais liés à une acquisition et autres	3 350	2 660	-	6 010	-
	147 111	143 020	131 986	290 131	259 063
Résultat avant impôts sur le résultat	44 059	40 724	39 267	84 783	87 588
Impôts sur le résultat	10 196	9 762	8 251	19 958	19 652
Résultat net	33 863 \$	30 962 \$	31 016 \$	64 825 \$	67 936 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 165	3 166	3 109	6 331	6 218
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	30 698 \$	27 796 \$	27 907 \$	58 494 \$	61 718 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	25 235	23 925	23 923	24 573	23 922
dilué	25 253	23 943	23 946	24 591	23 944
Résultat par action					
de base	1,22 \$	1,16 \$	1,17 \$	2,38 \$	2,58 \$
dilué	1,22 \$	1,16 \$	1,17 \$	2,38 \$	2,58 \$
Dividendes déclarés par action					
Actions ordinaires	0,45 \$	0,45 \$	0,39 \$	0,90 \$	0,78 \$
Actions privilégiées - série 9	0,38 \$	0,38 \$	0,38 \$	0,75 \$	0,75 \$
Actions privilégiées - série 10	0,33 \$	0,33 \$	0,33 \$	0,66 \$	0,66 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 avril 2012 pour de plus amples informations.

État du résultat global consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES SIX MOIS CLOS LES	
	30 AVRIL 2012	31 JANVIER 2012	30 AVRIL 2011	30 AVRIL 2012	30 AVRIL 2011
Résultat net	33 863 \$	30 962 \$	31 016 \$	64 825 \$	67 936 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat					
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(3 751)	(1 483)	(1 617)	(5 234)	(8 556)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(888)	(321)	90	(1 209)	(1 625)
Variation de valeur nette des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(23 980)	(7 564)	(4 004)	(31 544)	(16 469)
	(28 619)	(9 368)	(5 531)	(37 987)	(26 650)
Résultat global	5 244 \$	21 594 \$	25 485 \$	26 838 \$	41 286 \$

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 avril 2012 pour de plus amples informations.

État de la variation des capitaux propres consolidé ^[1]

POUR LES SIX MOIS CLOS LE 30 AVRIL 2012

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS		RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
	PRIVILÉGIÉES	ORDINAIRES		VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 31 octobre 2011	210 000	\$ 259 492	\$ 683 007	\$ 22 217	\$ 43 373	\$ 65 590	\$ 227	\$ 1 218 316
Résultat net			64 825					64 825
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat								
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(5 234)		(5 234)		(5 234)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 209)		(1 209)		(1 209)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(31 544)	(31 544)		(31 544)
Résultat global			64 825	(6 443)	(31 544)	(37 987)		26 838
Produit net d'émission d'actions ordinaires		60 943						60 943
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(6 331)					(6 331)
Actions ordinaires			(22 129)					(22 129)
Solde au 30 avril 2012	210 000	\$ 320 435	\$ 719 372	\$ 15 774	\$ 11 829	\$ 27 603	\$ 227	\$ 1 277 637

POUR LES SIX MOIS CLOS LE 30 AVRIL 2011

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS		RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVES POUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
	PRIVILÉGIÉES	ORDINAIRES		VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL		
Solde au 1 ^{er} novembre 2010	210 000	\$ 259 363	\$ 610 483	\$ 37 071	\$ 19 308	\$ 56 379	\$ 243	\$ 1 136 468
Résultat net			67 936					67 936
Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat								
Profits nets latents (pertes nettes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(8 556)		(8 556)		(8 556)
Reclassement au résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(1 625)		(1 625)		(1 625)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie					(16 469)	(16 469)		(16 469)
Résultat global			67 936	(10 181)	(16 469)	(26 650)		41 286
Émissions d'actions ordinaires en vertu du régime d'options d'achat d'actions								
		121						121
Paiements fondés sur des actions								
							(16)	(16)
Dividendes								
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(6 218)					(6 218)
Actions ordinaires			(18 660)					(18 660)
Solde au 30 avril 2011	210 000	\$ 259 484	\$ 653 541	\$ 26 890	\$ 2 839	\$ 29 729	\$ 227	\$ 1 152 981

[1] Les données comparatives ont été préparées selon les IFRS. Voir la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 avril 2012 pour de plus amples informations.